

TERMES DE REFERENCE POUR CONSULTANT INDIVIDUEL
CHARGE DE COMMUNICATION

Projet:	Projet Régional d'Accès à l'Electricité Hors-Réseau (ROGEAP), Financement Additionnel
Titre du poste:	Chargé de Communication
Type de Contrat:	Contrat Individuel
Lieu d'affectation:	Abuja, Nigeria et/ou basé à domicile (selon les restrictions liées à la COVID-19)
Durée de contrat:	1 an renouvelable pour une durée totale de 5 ans

1 Contexte du projet

Le Projet Régional d'accès à l'électricité Hors Réseau (ROGEAP) vise à accroître l'accès aux services d'électricité durables dans les quinze pays membres de la CEDEAO et dans quatre autres pays africains (à savoir le Cameroun, le Tchad, la Mauritanie et la République centrafricaine) pour les ménages, les entreprises et dans certains cas, les établissements publics de santé et d'éducation dans le cadre d'un programme pilote.

Si l'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'accès à des services d'électricité fiables, ce déficit est plus prononcé dans la région de l'Afrique Occidentale et Centrale, notamment dans des pays comme la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Niger et la Sierra Leone. En outre, l'accès des ménages à l'électricité varie considérablement entre les zones urbaines et rurales. Sur une population de 406 millions de personnes dans les 19 pays du projet, on estime que 208 millions d'habitants n'ont pas accès à l'électricité, dont environ 70 % vivent dans des zones rurales. Sur la base de l'évaluation du marché hors réseau de 2018, le taux moyen d'électrification rurale se situait autour de 18 %, tandis que celui de huit pays - Burkina Faso, Tchad, RCA, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie et Niger - est inférieur à 5 %. L'amélioration de l'accès à l'énergie, en particulier pour les groupes marginalisés et défavorisés et les régions en retard, est essentielle pour parvenir à un développement durable et inclusif et réduire la pauvreté.

Les systèmes solaires autonomes représentent un marché potentiel important en Afrique occidentale et centrale. Actuellement, moins de 3 % de la région est desservie par des systèmes solaires autonomes, soit l'équivalent d'environ 5 millions de consommateurs. L'évaluation du marché réalisée en 2018 a identifié qu'environ 31 millions de ménages pourraient être électrifiés à l'aide de systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale. La valeur potentielle du marché solaire domestique est estimée à environ 6,6 milliards de dollars US. L'évaluation a également identifié environ 800 000 établissements d'enseignement et de soins de santé qui pourraient être électrifiés avec des systèmes solaires autonomes, avec une estimation d'investissement de 1,5 milliard de dollars US. En outre, la part de la population rurale desservie

par des sources d'énergie renouvelables décentralisées telles que les mini-réseaux et les systèmes autonomes devrait atteindre 22 % d'ici 2020 et 25 % d'ici 2030.

L'adoption des systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale se heurte à plusieurs obstacles du côté de l'offre. Ces obstacles découlent de l'impression que le marché de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est fragmenté, ce qui implique que de nombreux pays ont une population réduite et dispersée ; le manque de politiques et d'environnements réglementaires appropriés ; l'absence d'écosystèmes de soutien pour l'industrie solaire ; un accès limité au financement ; et le manque d'informations claires sur la demande et les segments de clientèle. En outre, la région n'a pas encore bénéficié de manière significative des technologies solaires photo voltaïques (PV) innovantes et des modèles commerciaux perturbateurs, tels que le système PAYGO (Paiement à la carte), par rapport à l'Afrique de l'Est.

La promotion de l'électrification à l'aide de systèmes solaires autonomes nécessite une approche régionale harmonisée. Il s'agit d'établir un écosystème favorable aux entreprises afin d'attirer les investissements du secteur privé pour fournir de l'électricité aux personnes non connectées au réseau, y compris les ménages dirigés par des femmes, de manière décentralisée. Les projets financés par la Banque mondiale dans la région Afrique avec des composantes solaires autonomes ont adopté une approche basée sur le marché, mise en œuvre par le secteur privé, pour fournir un accès à l'électricité aux populations.

Le projet comporte deux composantes principales : La composante 1 se concentre sur le développement d'un marché régional en établissant un environnement commercial favorable et en fournissant un soutien au renforcement des capacités techniques et financières aux entrepreneurs solaires dans 19 pays du projet. La composante 2 vise à faciliter l'accès au financement pour les entreprises de systèmes solaires autonomes par le biais d'une ligne de crédit et la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les CFI éligibles situés dans huit pays membres de l'UEMOA.

La CEDEAO sera l'agence d'exécution de la composante 1, tandis que la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) sera l'agence d'exécution de la composante 2. A cette fin, une Unité de mise en œuvre du projet(UEP) sera établie au sein de la Commission de la CEDEAO.

La Commission de la CEDEAO recrute un Chargé de Communication pour le projet ROGEAP en tant que personnel de l'unité du projet.

2 Etendue de la mission et Responsabilités

Afin d'assurer la visibilité, la formulation et la mise en œuvre des stratégies de communication et de plaidoyer visant à accroître la notoriété de ROGEAP auprès des partenaires, des médias et du public, il convient de recruter un responsable de la communication, dont la description de poste est décrite dans les présents termes de référence.

Il/elle sera responsable de la communication liée à l'appui à l'exécution efficace et effective des activités du projet. Dans l'exercice de ses responsabilités, il/elle développera un outil de communication solide et fournira les informations nécessaires à toutes les parties prenantes. Il/elle défendra et promouvra le travail de ROGEAP et travaillera également en étroite collaboration avec

l'équipe du projet, les responsables gouvernementaux, le secteur privé, ainsi que les organisations non gouvernementales et de la société civile.

En particulier, le responsable de la communication travaillera en étroite collaboration avec le Gestionnaire de Projet et du Fonds (PFM) pour assurer la rationalisation des communications et la conformité des pratiques avec la stratégie de communication globale du ROGEAP. Cela peut impliquer, par exemple, la mise en place d'un mécanisme de travail avec un point focal de PFM pour faciliter la coordination quotidienne de la collecte, du traitement et de la diffusion des informations sur les progrès du ROGEAP, ainsi que le développement d'études de cas de bonnes pratiques pour un apprentissage et une publicité plus large, etc. Il est important de noter que le responsable de la communication travaillera en étroite collaboration avec le spécialiste des questions sociales pour s'assurer que toutes les communications et tous les messages du ROGEAP sont conformes au système de gestion des risques sociaux.

Le Chargé de Communication rendra compte à l'équipe de gestion de l'UEP dirigée par le Commissaire à l'Énergie et aux Mines de la CEDEAO.

Les tâches spécifiques du Chargé de Communication sont :

1. Soutenir la formulation et la mise en œuvre des stratégies de communication et de plaidoyer du projet, en se concentrant sur les points suivants :

- a. Formuler et mettre en œuvre la politique de publications et de communication du ROGEAP ;
- b. Fournir des contributions, le développement du contenu, la coordination de la production et de la diffusion des communiqués de presse, des publications, des articles et le partage des connaissances et des succès du projet ;
- c. Accroître la sensibilisation au ROGEAP par la diffusion d'informations et l'organisation d'événements publics ;
- d. Organiser des événements de publicité, de plaidoyer, de partage des connaissances et des opportunités promotionnelles, y compris la fourniture d'un soutien logistique aux événements ;
- e. Maintenir une base de données d'informations et une photothèque ;
- f. Assurer la liaison avec les médias pour garantir que les informations et les messages appropriés atteignent le public, y compris la préparation de communiqués de presse ;
- g. Assurer la liaison et travailler en étroite collaboration avec l'équipe des garanties environnementales et sociales pour s'assurer que les messages/communications de ROGEAP s'alignent sur le système de gestion des risques environnementaux et sociaux ;
- h. Préparer du matériel promotionnel sur le projet, notamment des brochures, des vidéos, etc.

- i. Préparer des rapports de communication pour l'équipe du projet et la Banque mondiale ;
- j. Développer et maintenir un site web du projet avec l'aide des services informatiques ;
- k. Effectuer d'autres tâches selon les besoins.

2. Faciliter le développement et la gestion des connaissances en se concentrant sur les points suivants :

- a. Soutien aux collègues dans l'identification, la documentation et la rédaction des bonnes pratiques et des leçons apprises ;
- b. Organiser une formation pour le personnel sur les communications et le plaidoyer efficaces, y compris les principes clés et les bonnes pratiques pour assurer la conformité avec le système de gestion des risques environnementaux et sociaux ;
- c. Organiser des réseaux internes et externes ou des communautés de pratique couvrant des experts éminents du gouvernement, des organisations non gouvernementales, des groupes de réflexion, des entreprises privées et des organisations internationales de développement ;
- d. Fournir un soutien à l'organisation d'ateliers, de séminaires, de formations et à la livraison de résultats (produits) ;
- e. Assurer la coordination avec divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour mettre à jour les informations sur le projet, le cas échéant ;
- f. Effectuer d'autres tâches selon les besoins ;
- g. Lors de la réalisation de toutes les activités susmentionnées, coordonner et travailler en étroite collaboration avec le spécialiste social qui est responsable de l'engagement des parties prenantes afin de garantir l'alignement avec le système de gestion des risques sociaux.

3 Résultats et livrables attendus

Le Chargé de Communication est responsable de la préparation et de la soumission des livrables suivants au Comité de Pilotage du projet pour approbation et transmission à l'IDA :

- Projet de stratégies de communication et de plaidoyer pour accroître la notoriété du ROGEAP auprès des partenaires, des médias et du public ; les stratégies doivent être alignées sur le système de gestion des risques sociaux ;
- Rédiger des politiques de publication et de communication pour le ROGEAP, alignées sur le système de gestion des risques sociaux ;
- Mise en place et fonctionnement du site web du ROGEAP, et maintenance continue du contenu du site (avec le soutien des services informatiques) ;
- Rapports annuels de communication sur les activités médiatiques et les événements publicitaires.

4 Qualifications et expérience

Compétences clés requises:

- **Compétences techniques:**

- Identifier les informations pertinentes pour la communication et le plaidoyer pour une variété de publics ;
- Analyser des informations générales et sélectionner des documents à l'appui des initiatives de création de partenariats ;
- Promouvoir l'apprentissage organisationnel et le partage des connaissances ;
- Rechercher les bonnes pratiques et proposer de nouvelles façons plus efficaces de faire les choses ;
- Documenter les stratégies innovantes et les nouvelles approches ;
- Comprendre les principaux processus et méthodes de travail relatifs au poste ;
- Comprendre les bons principes en matière d'engagement des parties prenantes et de gestion des risques sociaux ;
- Posséder une connaissance des politiques et procédures relatives au poste et les appliquer de manière cohérente dans les tâches de travail ;
- S'efforcer de maintenir à jour ses connaissances professionnelles par l'étude autodirigée et d'autres moyens d'apprentissage ;
- Démontrer une bonne connaissance des technologies de l'information et les appliquer dans les tâches de travail ;
- Créer de la visibilité pour le ROGEAP ;
- Maintenir les réseaux et les actifs de connaissances pour les utiliser dans les activités de visibilité et d'image.

- **Orientation client**

- Répondre rapidement aux besoins des clients ;
- Faire rapport aux clients internes et externes en temps opportun et de manière appropriée ;
- Organiser et prioriser l'horaire de travail pour répondre aux besoins des clients et respecter les délais ;
- Établir, construire et maintenir des relations efficaces au sein de l'unité de travail et avec les clients internes et externes.

- **Autres compétences**

- Faire preuve d'éthique et d'intégrité ;
- Faire preuve d'auto développement, d'autonomie et d'esprit d'initiative ;
- Agir comme un joueur d'équipe et faciliter le travail d'équipe ;
- Promouvoir la culture de l'apprentissage et du partage des connaissances ;
- Promouvoir la transparence et la responsabilité.

Qualifications et expérience Clés requises :

- Diplôme de Master ou équivalent BAC +5 d'une université réputée en communication de masse et journalisme, études des médias, stratégie de communication, communication pour le développement ou toute autre discipline pertinente ;
- Au moins 5 ans d'expérience pertinente dans la fourniture de dossiers de communication pour promouvoir les activités d'une organisation ou d'un programme, de préférence une organisation de développement et/ou un programme multi-pays ;
- Riche expérience dans l'utilisation d'ordinateurs et de progiciels de bureau (MS Word, Excel, Powerpoint, etc.) et dans la conception graphique ;
- Expérience dans la manipulation de systèmes de gestion basés sur le web ;
- Exigences linguistiques : Maîtrise de l'anglais et du français à l'oral et à l'écrit.

Les citoyens des États membres de la CEDEAO sont particulièrement encouragés à postuler à ce poste.

5 Durée et lieu d'affectation

Le Consultant sera initialement engagé pour un an. À l'expiration de cette période, en fonction de ses performances, il/elle pourra être engagé(e) pour un maximum de 4 années supplémentaires en fonction de la disponibilité des fonds. L'extension de la durée des services sera soumise à un accord mutuel entre les parties.

Les services seront fournis à la Commission de la CEDEAO, à Abuja au Nigeria. Le Consultant devra être disponible à temps plein.